

A peine j'ouvre les yeux de Leyla Bouzid

Tunis, été 2010

<http://television.telarama.fr/tele/films/a-peine-j-ouvre-les-yeux,98589610.php>

Le printemps arabe – chronologie (source Amnesty International)

17 décembre 2010, Tunisie - Un homme pleure la mort du vendeur des rues Mohamed Bouazizi, qui s'est immolé par le feu pour protester contre le harcèlement policier. Cet événement a déclenché une vague sans précédent de manifestations populaires en faveur de réformes

14 janvier 2011, Tunisie - Les gens descendent dans la rue après la chute du gouvernement du président Zine el Abidine Ben Ali. Il démissionne et fuit le pays, ouvrant la voie à l'élection par les Tunisiens d'un nouveau président et à l'adoption d'une nouvelle Constitution

25 janvier 2011, Égypte - Les manifestations de la « Révolution du 25 janvier » débutent, avec pour épicentre la place Tahrir, au Caire. Environ 840 manifestants sont tués et plus de 6 000 blessés par les forces de sécurité égyptiennes et les voyous à leur solde

3 février 2011, Yémen - Des manifestations massives éclatent lorsque le président Ali Abdullah Saleh tente de modifier la Constitution en vue de se maintenir au pouvoir à vie. Suivent des mois de tourmente politique durant lesquels les forces gouvernementales tuent des centaines de manifestants.

11 février 2011, Égypte - Des citoyens se rassemblent place Tahrir pour célébrer la démission du président Hosni Moubarak, qui remet le contrôle du pays aux forces armées.

14 février 2011, Bahreïn - Une manifestante face à la police, dans le contexte des manifestations de masse qui éclatent pour réclamer des réformes et sont violemment réprimées par les forces de sécurité. Les autorités bahreïnites continuent de s'en prendre à la dissidence

17 février 2011, Libye - Des Libyens marchent sur un tapis représentant Mouammar Kadhafi durant le soulèvement contre son régime, qui éclate à Benghazi, dans l'est. S'en suit un conflit interne, qui coûtera la vie à Kadhafi en octobre 2011. La Libye demeure profondément divisée.

15 mars 2011, Syrie - Un manifestant déchire une affiche représentant l'ancien président Hafez el Assad durant les manifestations massives violemment réprimées par le gouvernement de son fils Bachar el Assad. Depuis, plus de 250 000 personnes ont été tuées et plus de 12 millions contraintes de quitter leur foyer.

18 mars 2011, Yémen - Des manifestants descendent dans les rues pour protester car à Sanaa, des hommes armés, dont des snipers, ont ouvert le feu sur des manifestants pacifiques faisant 50 morts et des centaines de blessés. Cette journée est baptisée « Vendredi de la dignité »

Les printemps arabes en Tunisie et en Egypte : un bilan cinq ans plus tard

18 févr. 2016



Source: Reuters

Les égyptiens fêtent la Moulid Al-Hussein, l'anniversaire du petit fils du prophète Mahomet

Le spécialiste de l'Afrique Bernard Lugan tire les conclusions des révolutions en Tunisie et en Egypte.

Cinq ans plus tard, il ne reste rien d'autre des prétendus « printemps arabes » qu'un immense chaos et de terribles frustrations. De l'Égypte à la Libye et de la Tunisie à la Syrie, la tragique illusion a en effet été payée au prix fort, celui du sang.

Sur les cinq pays d'Afrique du Nord (Égypte, Libye, Tunisie, Algérie et Maroc), seuls deux furent concernés, la Tunisie et l'Égypte. La Libye constitue un cas à part car elle a subi, non pas une révolution, mais une guerre civile qui a vu la victoire d'un camp sur l'autre à la suite de l'intervention franco-otomane.

En Afrique du Nord, le prétendu « printemps arabe » s'est donc limité aux révolutions de Tunisie et d'Égypte. Ces dernières eurent sept grandes caractéristiques communes.

1. En Tunisie comme en Égypte, ce furent d'abord des révolutions bourgeoises et citoyennes qui vinrent se greffer sur de profondes crises sociales provinciales jusque-là demeurées cantonnées à des foyers traditionnels, mais excentrés, de misère et de contestation.

2. Elles furent largement déclenchées par une jeunesse frustrée, souvent diplômée mais sans emploi et sans perspectives autres que l'émigration. En Tunisie, à la veille de la révolution, deux chômeurs sur trois avaient moins de 30 ans et ils sortaient souvent de l'université.

3. Les deux pays étaient gouvernés par des vieillards malades et au pouvoir depuis des décennies (Ben Ali 24 ans, Moubarak 30 ans).

4. Dans les deux pays, le poids de clans honnis gravitant autour des épouses des présidents était de plus en plus mal supporté par la population.

5. En Tunisie comme en Égypte le pouvoir s'effondra sur lui-même en quelques semaines : en Tunisie les troubles débutèrent ainsi le 17 décembre 2010 et le président Ben Ali abandonna le pouvoir le 14 janvier 2011. En Égypte tout débuta le 25 janvier 2011 et le départ du président Moubarak eut lieu le 11 février.

6. Un haut état-major qui se détacha du pouvoir, l'abandonna ou même le trahit.

7. En Tunisie comme en Égypte, les islamistes qui n'étaient pas à son origine, coiffèrent ensuite le mouvement.

En aidant au renversement de Ben Ali et de Moubarak, les Occidentaux pensaient qu'ils allaient permettre à la démocratie de se réaliser

Ces mouvements furent soutenus par les Euro-Américains. En aidant au renversement de Ben Ali et de Moubarak, ils pensaient qu'ils allaient permettre à la démocratie de se réaliser,

et donc de couper l'herbe sous les pieds de l'islamisme radical qui n'aurait ainsi plus de vivier politique dans lequel recruter.

Leur erreur d'analyse fut totale car ils croyaient que la démocratie est compatible avec l'islamisme politique. Béchir ben Yamed a bien résumé cette illusion en écrivant que les Européens et les Américains ont cru :

« (...) que l'islamisme, dès lors qu'il se dit modéré et ouvert à la démocratie, était un interlocuteur solide et durable. Certes, il n'a pas rompu avec le salafisme, ne renie pas la violence, mais n'est-il pas soutenu, politiquement et financièrement, par ces alliés traditionnels des Euro-Américains que sont l'Arabie saoudite, le Qatar et les Emirats arabes unis, aussi rétrogrades et islamistes que riches et dociles » (Béchir Ben Yahmed, Jeune Afrique, 7 juillet 2013, pp.3-4).

Cependant, si la révolution a pu se produire c'est parce que les revendications de ces « privilégiés » se sont greffées sur de profondes inégalités sociales provinciales. La révolution tunisienne ne fut pas déclenchée par les islamistes mais par des nantis. Ce furent en effet des revendications bourgeoises et citadines qui mirent les foules dans la rue. Les premiers acteurs de la révolution tunisienne furent en effet ceux qui avaient le plus bénéficié de la « greffe moderniste et laïque » permise par le régime Ben Ali, et qui demandaient encore plus de liberté et de modernisme. Ces naïfs furent ensuite doublés par les islamistes.

Cependant, si la révolution a pu se produire c'est parce que les revendications de ces « privilégiés » se sont greffées sur de profondes inégalités sociales provinciales jusque là cantonnées dans les zones défavorisées de l'intérieur et du sud du pays. Ce fut la coagulation des mécontentements qui chassa le président Ben Ali.

Ces réussites uniques dans le monde arabo-musulman étaient d'autant plus remarquables qu'à la différence de l'Algérie et de la Libye, ses deux voisines, la Tunisie ne dispose que de faibles ressources naturelles

Plusieurs décennies de patients efforts furent alors réduites à néant, à telle enseigne que l'on a du mal, en 2016, à imaginer à quel point la Tunisie était devenue un pays moderne attirant capitaux et industries et dans lequel 80% des nationaux étaient propriétaires de leur logement. Ce pôle de stabilité et de tolérance, unique dans un univers musulman souvent chaotique voyait venir à lui des millions de touristes recherchant un exotisme tempéré par une grande modernité. Des milliers de patients venaient s'y faire opérer à des coûts inférieurs et pour une même qualité de soins qu'en Europe. Dans ce pays qui consacrait plus de 8% de son PIB à l'éducation, la jeunesse était scolarisée à 100%, le taux d'alphabétisation était de plus de 75%, les femmes étaient libres et ne portaient pas le voile ; quant à la démographie, avec un taux de croissance de 1,02%, elle avait atteint un quasi niveau européen. 20% du PIB national était investi dans le social et plus de 90% de la population bénéficiait d'une couverture médicale.

Ces réussites uniques dans le monde arabo-musulman étaient d'autant plus remarquables qu'à la différence de l'Algérie et de la Libye, ses deux voisines, la Tunisie ne dispose que de faibles ressources naturelles.

Pour les Tunisiens le bilan, cinq ans plus tard, est douloureux car la dégradation du climat social est doublée d'une immense frustration. Avec une croissance économique nulle, une incapacité à lancer des réformes de fond, une majorité politique bancal car formée par la coalition entre réformistes et *Ennahda*, vitrine des *Frères musulmans* à connotation salafiste, le pays qui traverse une grave crise économique est menacé par la récession. Avec en toile de fond, un spectaculaire envol de la dette qui atteint 60% du PIB et la paralysie du tourisme qui, avant la révolution, représentait environ 7% du PIB national.

La révolution changea alors de nature car les islamistes utilisèrent les institutions démocratiques pour arriver au pouvoir

Quant aux attentats islamistes, l'année 2015 a vu leur multiplication avec ceux du musée du Bardo le 18 mars 2015, de l'hôtel de Sousse le 26 juin et celui du bus de la garde présidentielle le 24 novembre. De plus, les autorités estiment à environ 10 000 le nombre de

jeunes Tunisiens ayant rejoint les rangs de Daesh. Leur retour au pays risque donc d'annoncer des jours difficiles...

En Egypte, le président Moubarak fut renversé au terme de 17 jours de manifestations qui débutèrent le 25 janvier 2011, pour s'achever le 11 février, date de son départ.

Les forces composites qui l'avaient vaincu se déchirèrent ensuite. La révolution changea alors de nature car les islamistes utilisèrent les institutions démocratiques pour arriver au pouvoir. L'ayant légalement conquis par les urnes, ils voulurent imposer une constitution théocratique, ce qui mit le pays dans une situation de pré-guerre civile, forçant l'armée à intervenir et à renverser le président Morsi pourtant démocratiquement élu.

Paradoxalement, ceux qui ne supportaient plus leur vieux chef militaire avaient permis aux islamistes d'arriver au pouvoir ; puis, terrorisés par le sort qui les attendait, ils avaient appelé au secours un autre chef militaire, foulant ainsi aux pieds les principes démocratiques dans lesquels ils se drapaient quelques mois auparavant...

Cependant, le régime doit faire face à une insurrection islamiste dans le Sinaï et à une vague de terrorisme dans le reste du pays. Quant à la crise égyptienne qui est multiforme, elle est aggravée par une véritable impasse démographique. Avec un indice de fécondité de 3,1 par femme et un taux de croissance naturelle de 18,5 pour 1000, la population égyptienne est en effet passée de 23 millions d'habitants en 1955 à plus de 80 millions aujourd'hui.

Conséquence, l'Egypte ne peut plus nourrir sa population, et comme les surfaces agricoles ne sont pas extensibles, le pays doit donc acheter à l'étranger de quoi la nourrir. Combien de temps le pourra-t-il ? Là est toute la question...

Les opinions, assertions et points de vue exprimés dans cette section sont le fait de leur auteur et ne peuvent en aucun cas être imputés à RT.

Cinq ans après, où en sont les pays des printemps arabes?

Par [Anne Bernas](#) Publié le 14-01-2016 Modifié le 23-01-2016 à 14:30



Un appel à la chute de Moubarak écrit au marqueur sur un tank, en Egypte. L'armée n'a pas tiré pendant les manifestations, on entendait des slogans «L'armée et le peuple ne font qu'un !». Ici, le 2 février 2011.

RFI/Véronique Gaymard

Une vague de protestation populaire a fait tomber, le 14 janvier 2011, le régime autoritaire de Ben Ali en Tunisie. Rapidement, cette colère s'est emparée des rues de plusieurs pays du monde arabe. Cinq ans plus tard, le bilan est maigre puisque seule la Tunisie est globalement parvenue à effectuer une transition démocratique.

La Tunisie serait-elle une exception en matière de printemps arabes ? Initiateurs du mouvement, le 14 janvier 2011 par la chute du régime de Ben Ali, les Tunisiens élisent au suffrage universel, en décembre 2014, [Beji Caïd Essebsi](#). La même année, une nouvelle Constitution est adoptée et le parti anti-islamiste Nidaa Tounès arrive en tête devant les islamistes d'Ennahda lors des législatives. Le seul Etat laïc du monde arabe peut s'enorgueillir du fait que le processus politique réalisé dans le pays a valu au Quartet du dialogue national tunisien le prix Nobel de la paix 2015.

Même si la menace jihadiste est de plus en plus présente, frappant de plein fouet le secteur du tourisme, poumon d'une économie déjà en berne, la Tunisie semble avoir réussi sa transition politique et démocratique. Les autres pays traversés par les printemps arabes il y a cinq ans ne peuvent se prévaloir de la même réussite.

L'Egypte toujours instable

Il en va ainsi de l'Egypte, qui a vécu une parenthèse démocratique entre février 2011 (départ de Hosni Moubarak) et juin 2014. Cinq ans après son printemps arabe, l'Egypte de 2016 est redevenue autoritaire. Après une révolte populaire sanglante (850 morts au moins) ayant mené au pouvoir le candidat des Frères musulmans Mohamed Morsi, les crises s'enchaînent. Avec l'arrivée au pouvoir d'Abdel Fattah al-Sissi en juin 2014, une répression féroce s'abat sur les Frères musulmans : plus de 1 400 sympathisants des islamistes tués, plus de 15 000 autres emprisonnés ou condamnés à mort, dont Morsi et les membres de son gouvernement.

Aujourd'hui, le nouveau Parlement, élu fin 2015, est totalement acquis à la cause du général al-Sissi, ce qui risque de ne pas faire évoluer la situation vers plus de démocratie ; les mouvements dits laïcs étant aussi la cible des autorités. Les violences sexuelles contre les femmes, dénonce la FIDH, sont non seulement toujours en augmentation mais aussi utilisées comme arme de répression par les militaires.

Comme en Tunisie, l'Egypte fait elle aussi face à [la menace du groupe EI](#). Le 9 janvier dernier, deux policiers ont été tués dans un attentat revendiqué par les jihadistes à l'ouest du Caire. La veille, c'est un hôtel de la mer Rouge qui avait été attaqué par deux jihadistes.

Libye, nouveau refuge des jihadistes du groupe EI ?

L'évocation d'une intervention occidentale armée en Libye se répand pour tenter de trouver une issue au règne du chaos. Depuis la chute de Mouammar Kadhafi en octobre 2011, le pays, véritable mosaïque tribale, est un terrain où s'affrontent des milices rivales. La Libye est ainsi plongée dans une profonde crise politique et sécuritaire sans précédent.

Un borbier qui profite aux islamistes du groupe Etat islamique puisque tout porte à croire que les bombardements massifs sur leurs positions en Irak et en Syrie les poussent à [se restructurer en Libye](#). Quelque 2 000 jihadistes seraient présents dans le pays et des camps d'entraînement sont désormais installés aux abords de Syrte où se trouvent de nombreux puits pétroliers. De plus, dans la Libye de 2016, partagée entre un gouvernement reconnu par les Occidentaux à Tobrouk et un autre, pro-islamiste, situé à Tripoli, les passeurs de migrants vers la Méditerranée fleurissent et prospèrent.

Yémen, le grand oublié

Plus de 6 000 personnes ont trouvé la mort depuis le début de la contestation au Yémen en février 2012 et le départ, après trente-deux ans de règne, de l'ex-président Ali Abdallah Saleh. Peu couverte par les médias, la transition politique est un échec total et c'est une véritable guerre civile qui ravage désormais le pays, l'un des plus pauvres du monde : d'un côté, les rebelles chiites houtistes, de l'autre le pouvoir sunnite soutenu par une coalition menée par Riyad.

« L'Arabie heureuse » n'en porte plus que le nom, d'autant que, depuis quelques mois, en l'absence de tout dialogue entre les groupes tribaux et sans un Etat fort, al-Qaïda dans la péninsule arabique (AQPA) tente d'[élargir son influence](#) et le groupe EI multiplie ses attaques.

Situation figée au Bahreïn

C'est un quasi *statu quo* qui règne près de la côte ouest du golfe Persique, dans le petit royaume de Bahreïn, frappé par la contestation en 2011. Les chiites, majoritaires, réclament toujours des réformes politiques et plus de droits aux dirigeants sunnites de la petite île. Ainsi, depuis cinq ans, à coup de tirs - parfois à balles réelles - et de gaz lacrymogènes, les chiites sont réprimés et les arrestations sont devenues légion. Ce 31 décembre, des dizaines de contestataires chiites ont ainsi été condamnés pour « terrorisme » à la prison à perpétuité, certains à la peine de mort. De nombreuses ONG n'ont cessé de dénoncer les violations des droits de l'homme et [le recours à la torture](#).

Les autorités de la pétromonarchie, qui abrite la Ve Flotte des Etats-Unis dans la région, restent persuadées que la main de l'Iran est derrière ce mouvement de contestation, alors que la contestation semble plus politique que confessionnelle. Le ton est encore monté d'un cran la semaine dernière après l'exécution par Riyad d'un dignitaire chiite puisque Bahreïn a rompu ses relations diplomatiques avec Téhéran et a annoncé l'interruption de toutes ses liaisons aériennes avec l'Iran.

La Syrie n'est plus que l'ombre d'elle-même

Alors que nombre d'experts demeuraient persuadés que jamais un printemps arabe ne se produirait en Syrie, une partie de la population syrienne descend dans la rue en 2011 pour réclamer des réformes seulement trois mois après la révolution de Jasmin. La répression est immédiate.

En [cinq années de conflit](#), le pays n'est plus que l'ombre de lui-même. Des millions de Syriens ont fui, plus de 260 000 autres sont morts, dont beaucoup de femmes et d'enfants. Nombre de trésors du patrimoine de l'humanité ont disparu sous les bombes ou ont été pillés. La Syrie est aujourd'hui un champ de bataille dans lequel s'entretuent des soldats du régime, des rebelles (de la quasi-disparue ASL, Armée syrienne libre, à ceux du front al-Nosra) et les jihadistes du groupe Etat islamique. Depuis septembre 2014, la coalition internationale contre l'organisation EI, et les raids aériens menés en parallèle par la Russie n'ont pas mis fin au chaos qui règne, au grand dam de la population.

Tandis que les puissances étrangères s'interrogent sur le sort du président Bachar el-Assad, c'est une génération entière de Syriens qui est en train d'être sacrifiée et un pays qui se disloque entre des zones contrôlées par le régime, d'autres par les rebelles et d'autres encore par les jihadistes de l'organisation Etat islamique.

A la vitesse d'une révolution ?

Depuis cinq ans, un vent de changement souffle ainsi sur le monde arabe, une zone géographique où les disparités - démographiques, sociales, économiques, religieuses, etc. - sont énormes entre chaque pays et qu'il faut prendre en compte pour comprendre les diverses évolutions propres à chacun d'entre eux. Si les printemps arabes ont concerné cinq pays sur vingt-deux, en Arabie saoudite, à Oman, en Jordanie, au Maroc ou en Algérie, des réformes, aussi modestes soient-elles selon les pays, ont été faites ou sont toujours en cours.

Aujourd'hui pourtant, la situation de la région paraît pire qu'il y a cinq ans dans de nombreux pays, à l'instar de la Syrie où les tensions s'exacerbent perpétuellement - sans évoquer [l'Irak au bord du gouffre](#), pays qui n'a pas connu de printemps arabe. L'avancée et l'extension des jihadistes de l'Etat islamique au-delà même du monde arabe, et la montée des tensions entre l'Iran perse chiite et le royaume arabe sunnite saoudien, n'offrent rien à présager de positif. Mais, le « printemps arabe » est aussi appelé « révolution arabe », ce qui laisse espérer que, puisque toute révolution est un mouvement lent et progressif, le meilleur pour les peuples est à venir.